

Pierre Zarka, Seine-Saint-Denis

Après les municipales

Ces expériences se sont déroulées dans un contexte où nationalement aucune politique alternative n'apparaît comme une possibilité à saisir. De ce fait, la demande de transformation sociale ne trouve pas un moyen d'expression de politique et le bipartisme vient d'entrer dans une nouvelle étape, en témoigne le partage des résultats entre l'UMP et le PS. Par contre, elles nous posent la question : que faisons-nous de la force dont nous disposons ? La réalité du Parti radical montre qu'il peut n'y avoir aucun rapport entre rôle local et rôle national. Peut-on continuer comme on le fait, à espérer en nos appels à ce que la gauche « se ressaisisse ou soit innovante » ? On ne cesse de dire qu'il ne faut pas rester dans le face à face avec le PS mais tout ce que nous disons sur les perspectives et une construction politique nous y ramène irrémédiablement. On continue d'en faire celui dont tout dépend. Cela nous fait osciller constamment entre repli identitaire et accrochage au PS. Il y a quelque chose qui tourne à vide à ne pas chercher une autre construction que cet éternel recommencement.

Peut-on espérer des gens un autre comportement électoral tant que se maintient l'actuelle dissociation du social et du politique ? Celle-ci est nourrie par une terrible angoisse due à de fortes représentations : où va le monde ? La mondialisation se traduit par le sentiment que l'économie est hors de portée de toute intervention collective; que l'Etat ne joue plus un rôle de protection et d'unité de la population; que même si on le condamne, le monde serait inévitablement basé sur la mise en concurrence. Comment, dans de telles conditions, les repères mentaux qui avaient permis de se situer en politique entre les années trente et soixante pourraient-ils être intacts ? Les bouleversements survenus au cours de la fin du 20ème siècle ont des dimensions anthropologiques. Comment pourrait-on répondre à cela seulement par quelques avancées ? Si la majorité des gens pense que le contraire du libéralisme c'est l'étatisation, et que l'expérience historique faite est qu'il y a au moins un des deux systèmes qui continue d'exister alors que l'autre n'a pas survécu, quelle crédibilité peuvent-ils nous attribuer ?

Nous sous-estimons à quel point les gens sont mus, y compris lors des luttes et des moments électoraux, d'abord par un système de représentations profondément intégré. Je dis bien système et non pas « amas » d'idées fausses. Nous avons face à nous des représentations qui dessinent un ensemble qui se justifie par sa cohérence et donne le sentiment d'aller de soi, de correspondre à l'expérience vécue. Et lorsque nous disons que nous avons des propositions c'est à la fois juste mais n'explique pas ce qui les rend inaudibles. Une idée n'est jamais perçue de manière indépendante à un ensemble cohérent de représentations, à une culture politique. C'est dans la mesure où elle peut découler d'une telle vision cohérente qu'une idée paraît crédible. Cette sous-estimation nous fait en général poser le centre de gravité de ce que nous appelons « projet » en aval de là où les comportements se structurent.

Il n'y a pas d'horizon nouveau qui apparaisse, ni du point de vue d'une autre organisation de la société, ni du point de vue d'une force politique. Or après les expériences négatives du 20ème siècle, les plus aptes à bouger veulent maîtriser la politique sans en devenir le jouet. D'où le fait que flou qui est reproché au PS en dehors des périodes électorales devient aux moments électoraux un avantage. On peut le préférer au pire sans pour cela avoir à lui donner raison. Les gens ne votent plus selon de fortes convictions : on se débrouille avec le moins

pire. On ne votera jamais communiste de cette manière. Le vote Sarkozy ou même PS portent en eux un abandon à la délégation de pouvoir, or on ne votera plus jamais massivement communiste sur cette base. C'est la rançon à la fois des mutations mentales de celles et ceux qui contestent le plus l'ordre établi et de ce qu'a été l'URSS. Or avons-nous travaillé sur les rapports pouvoirs et démocratie ?

La capacité d'inscrire dans le paysage mental des logiques nouvelles n'est pas coupée de l'immédiat, au contraire. Car s'il n'irrigue pas cet immédiat, l'expérience tourne à l'avantage du capitalisme. Un exemple : la grève des Renault-Roumanie peut avoir deux effets diamétralement opposés : elle peut être une forte condamnation des délocalisations ; mais si on se limite à cette dénonciation, la menace de re-délocaliser au Maroc fait penser que ce sont toujours « eux » les plus forts, et achever de démoraliser. Comment résoudre le problème des retraites si on pense que les dépenses sociales grèvent l'efficacité de la société ? C'est par la production de réponses structurelles que nous pouvons contribuer à une vision d'un autre fonctionnement possible de la société. Je dis bien « contribuer » car si nous souhaitons que cette nouvelle culture politique devienne majoritaire, elle ne peut être produite qu'avec toutes les forces individuelles et collectives qui peuvent y participer. Ainsi elle devient « utilisable » à volonté par les gens et légitime les revendications de chacun aux yeux de tous. C'est ainsi que c'est la nature elle-même des luttes qui se transforment. Sinon il y aura toujours un hiatus entre social et politique.

Je trouve que ce qui nous est proposé pour l'instant pour le Congrès ne correspond pas à la production d'une nouvelle culture politique, alors que c'est de cela dont il s'agit. De plus, ma lecture du document envoyé me conduit à penser qu'en matière de parti, contrairement à ce qu'en a décidé la Conférence nationale de décembre, nous nous apprêtons à ne travailler que sur une unique option. Bref, pour l'instant nous partons pour continuer.